

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU, PLUi et cartes communales (liste indicative d'informations à fournir)

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée (ex pour les PLU : élaboration, révision, DP ou DUP...)	Type de document (ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)	Territoire concerné
Elaboration	PLU	La Motte-d'Aveillans

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi	
Date de débat du PADD	23 janvier 2017
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable (compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)	Mairie de La Motte-d'Aveillans
Courriel	lamotte.sg@gmail.com

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire		
Nom(s) de la (ou des) commune(s) concernée(s)	La Motte-d'Aveillans	Note préalable : le diagnostic provisoire transmis contient de nombreuses informations. Merci de s'y référer pour davantage de détails.
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population)	1772 habitants en 2014	
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	Néant	
Superficie du territoire	980 ha	

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ? <i>Annexe : la délibération engageant la procédure</i>
<ul style="list-style-type: none"> - relancer la dynamique démographique pour soutenir les équipements communaux et maintenir une vie de village ; - recentrer l'urbanisation autour du centre de la commune dans le respect des risques miniers ; - intégrer le risque minier dans le PLU ;

- limiter l'étalement urbain et l'éparpillement des constructions limitrophes en optimisant l'utilisation du foncier déjà existant (rénovation/réhabilitation et foncier non bâti), dans le respect des lois nationales, afin notamment de préserver les terres agricoles ;
- maîtriser le développement urbain dans le respect des caractéristiques paysagères, environnementales et architecturales (maisons bourgeoises, habitat ouvrier, habitat traditionnel...) propre à la commune et à chaque secteur ;
- réfléchir à l'aménagement du territoire en lien avec celui de la commune de Pierre Châtel, notamment dans le secteur de La Festinière ;
- conforter le site touristique et de loisirs des Signaraux ;
- préserver les terres agricoles source d'activité économique en limitant la consommation de celles-ci ;
- favoriser le développement économique : remise en service du train de la Mure, accueil d'activités économiques

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU

1. Revitaliser le territoire communal
 - Atteindre une population permanente de l'ordre de 2000 habitants, seuil critique pour le maintien des activités et services existants ;
 - Relancer l'économie locale ;
 - Garantir un haut niveau de services publics.
2. Réorganiser le territoire communal autour d'une centralité
 - Renforcer le coeur de La Motte-d'Aveillans ;
 - Stopper la dilution de l'urbanisation ;
 - Améliorer les déplacements communaux.
3. Améliorer le cadre de vie
 - Favoriser un développement urbain intégré à l'environnement ;
 - Préserver le patrimoine naturel, architectural et paysager.

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

Le territoire était couvert par un POS, devenu caduque. La commune est actuellement régie par le RNU.
Ci-joint le zonage de l'ancien POS ainsi que le projet de zonage du PLU.

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) **ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?** (ex : procédure d'AVAP, de mise à jour du zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Oui, CDPENAF (constructibilité limitée en l'absence de SCoT)

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la <u>loi Montagne</u> ?	Oui
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non
- une <u>DTA ou DTADD</u> ? Si oui, laquelle ?	Non
- un <u>SCoT</u> , un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la <u>loi « Grenelle 2 »</u> ?	Non
- un (ou plusieurs) <u>SDAGE ou SAGE</u> ? Si oui, le(s)quel(s) ?	SDAGE Rhône-Méditerranée, SAGE Drac Romanche

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Néant

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	
---	--

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Favoriser une densité moyenne de construction à l'échelle de la commune de l'ordre de 15 lgts / ha. Lutter contre l'urbanisation en limitant l'urbanisation future à environ 3.1 ha, soit 1.7 ha de potentiel au sein de l'enveloppe urbaine et 1.4 ha d'extension.
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	Diminution de la surface consommée attendue par rapport aux tendances passées : 5.2 ha consommés les 10 dernières années, dont 2.8 en extension urbaine.
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<ul style="list-style-type: none"> - Par le logement (diversification des formes urbaines, densité recherchée de l'ordre de 15 log /ha) - Par l'activité (confortement de la zone existante)
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	1.4 ha
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i>) ont été préalablement examinées ?	Le potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain est estimé à environ 3.1 ha. L'analyse a été faite en écartant les parcelles non constructibles à court terme (problème d'assainissement) et celles concernées par un risque moyen à fort du projet de PPRM mais en gardant les parcelles concernées par un risque faible. En enlevant les parcelles concernées par un aléa faible au projet de PPRM, le potentiel est réduit à environ 1.8 ha.
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).	La seule zone ouverte à l'urbanisation (AU) est située en extension du tissu urbain, sur des parcelles anciennement agricoles. Ce secteur est concerné par un permis d'aménager accordé et sera dédié à de l'habitat.

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		x	
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		x	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?		x	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?	x		ZNIEFF type I : Alpagnes et prébois du Sénépy. L'espace concernée par la ZNIEFF est classée N, Ns (domaine skiable) ou Nse (équipements publics liés au domaine skiable, d'une superficie limitée). L'impact du PLU sur la ZNIEFF sera donc limité.
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		x	
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (SRCE , SCoT, DTA...) ?	x		SRCE : réservoir de biodiversité sur les pentes du Sénépy. Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état. L'espace concernée par la ZNIEFF est classée N, Ns (domaine skiable) ou Nse (équipements publics liés au domaine skiable, d'une superficie limitée). L'impact du PLU sur la ZNIEFF sera donc limité.
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?		x	

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, zone de présomption de prescription archéologique...) ?		x	
Site classé ou projet de site classé ?		x	
Site inscrit ou projet de site inscrit ?		x	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		x	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		x	
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		x	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?		x	

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	x		Le captage Crève Cœur, le captage de la Galerie Supérieure, le captage de la Galerie Inférieure, le captage du Mas. Les captages sont éloignés des zones de projet.
Captages :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ?

4.4. Ressource en eau			
			Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		x	
De captages repérés par un SDAGE Ou un SAGE?		x	
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages?	x		AEP : "La sécurité de l'adduction en eau est primordiale. Cette sécurisation viendra pour partie de l'amélioration du rendement du réseau. Par ailleurs, l'interconnexion avec le syndicat intercommunal au niveau du réservoir Haut service est suffisante jusqu'à ce jour". (SDAEP. 2012). Défense incendie : jugée incomplète sur la commune (couverture insuffisante).
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		x	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		x	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	x		La STEP est suffisamment dimensionnée. Toutefois, un programme de travaux a été mis en place en 2012 sur 13 ans, visant la réalisation de l'artère séparative de la RD529 puis la déconnexion des galeries. Ce programme de travaux entraîne un gel des nouvelles constructions sur une partie du territoire urbanisé.

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (base de données BASOL) ?		x	

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Anciens sites industriels et activités de services (<i>base de données BASIAS</i>) ?		x	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		x	Présence d'une ancienne mine sur le territoire, fermée en 1997.
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		x	

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	x		PPRM en cours d'élaboration. Les cartes provisoires seront utilisées pour émettre des prescriptions. Risque inondation (atlas des zones inondables du Sud Isère) Risque retrait gonflement des argiles Risque sismique
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?	x		Plan de Prévention des Risques Miniers en cours d'élaboration.
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?			Aucune nuisance identifiée.
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		x	

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		x	
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		x	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		x	

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

6. Annexes (*rappel*)

Pour les élaboration ou révision de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : le projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU	<input type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	La délibération prescrivant la procédure	<input type="checkbox"/>